

Introduction

Si l'on demandait aux gens d'énumérer les grands problèmes auxquels le monde est confronté aujourd'hui, il est probable que « l'inégalité et la pauvreté » arriveraient en bonne place dans leurs réponses. La crainte est générale, en effet, que la croissance économique ne soit pas équitablement partagée. Un sondage de la BBC, réalisé en février 2008, indiquait que les deux tiers environ de la population, dans 34 pays, estimaient que les évolutions économiques de ces dernières années n'avaient pas été justement partagées. En Corée du Sud, au Portugal, en Italie, au Japon et en Turquie, plus de 80 % des répondants se déclaraient d'accord avec ce point de vue*. Et bien d'autres sondages et études amènent à la même conclusion.

Les gens ont-ils raison de penser que « les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres » ? Comme souvent, il n'est pas facile de répondre simplement à une question simple. Assurément, les pays les plus riches se sont enrichis et certains des pays les plus pauvres s'en sortent plutôt mal. Mais, d'un autre côté, la croissance rapide des revenus en Chine et en Inde a permis à des millions d'individus de sortir de la pauvreté. Savoir s'il y a lieu d'être optimiste ou pessimiste face aux évolutions dans le monde en termes d'inégalités de revenu et de pauvreté, c'est la question du verre à moitié plein ou à moitié vide. Il y a une part de vérité dans chacun de ces points de vue.

Même si nous parvenions à nous entendre sur ce constat, à savoir que le monde est devenu plus inégal, la mondialisation n'explique sans doute pas tout. Il y a d'autres explications plausibles : le biais technologique, qui favorise les compétences (de sorte que les gens qui savent exploiter l'Internet, par exemple, sont du côté des gagnants alors que ceux qui ne savent pas se retrouvent du côté des perdants), et les changements dans les modalités d'organisation de la vie collective (les syndicats se sont affaiblis et les travailleurs sont moins bien protégés qu'autrefois) sont d'autres raisons pour lesquelles les inégalités se sont peut-être accentuées. Toutes ces théories sont bien argumentées et il est probable que tous ces facteurs jouent un rôle.

Ce rapport est consacré à un examen de la situation dans les 30 pays développés qui constituent l'OCDE. Il montre que les inégalités de revenu se sont creusées au moins depuis le milieu des années 80 et probablement depuis le milieu des années 70. Cette évolution a concerné la plupart des pays mais pas tous : par exemple, l'intensification des inégalités a été forte, récemment, au Canada et en Allemagne, mais les inégalités se sont réduites au Mexique, en Grèce et au Royaume-Uni.

Cependant, l'intensification des inégalités – même si elle est assez générale et significative – n'a pas un caractère aussi spectaculaire qu'on le pense généralement. De fait, en 20 ans, la progression moyenne a été d'environ 2 points de Gini (le coefficient de Gini étant la meilleure mesure de l'inégalité du revenu). L'ampleur est identique à l'écart

* Voir www.worldpublicopinion.org/pipa/pdf/feb08/BBCecon_Feb08_rpt.pdf.

qui existe actuellement, en termes d'inégalité, entre l'Allemagne et le Canada – un écart certes notable, mais qui ne permet pas de parler d'un éclatement de la société. Le décalage entre ce que les données montrent et ce que les gens pensent reflète certainement en partie ce que l'on appelle l'effet « *Gala* » – dans ce magazine, se trouve étalée la vie des très très riches, qui sont devenus beaucoup plus riches et qui, de ce fait, focalisent l'attention des médias. Les revenus des très très riches ne sont pas pris en compte dans ce rapport car on ne peut pas les appréhender correctement au travers des sources de données habituelles concernant la distribution des revenus. Ce n'est pas pour autant que cela n'a pas d'importance – si les gens se préoccupent des inégalités c'est notamment parce qu'ils se préoccupent de justice. Or, une grande partie de la population estime que les revenus d'une petite minorité témoignent d'une très grande injustice.

L'augmentation modérée des inégalités enregistrée au cours des deux dernières décennies masque une évolution sous-jacente plus marquée. Dans les pays développés, les pouvoirs publics ont alourdi les prélèvements fiscaux et augmenté les dépenses pour contrebalancer la tendance au creusement des inégalités – les dépenses de politique sociale n'ont jamais été aussi élevées qu'aujourd'hui dans ces pays. Naturellement, il y a le vieillissement rapide des populations qui induit une augmentation des dépenses de santé et de pensions. L'effet redistributif des dépenses publiques a permis d'atténuer la montée de la pauvreté durant la décennie comprise entre le milieu des années 80 et le milieu des années 90, mais il a ensuite amplifié le phénomène au cours de la décennie suivante, les politiques sociales devenant moins étroitement ciblées sur les pauvres. Si les gouvernements cessent d'essayer de contrebalancer les inégalités et ne dépensent plus autant en prestations sociales ou ne ciblent plus aussi étroitement la fiscalité et les transferts sur les personnes aux revenus les plus faibles, alors les inégalités augmenteront beaucoup plus rapidement.

L'étude montre que certaines catégories sociales s'en sortent mieux que d'autres. Ce sont les personnes autour de l'âge de la retraite – 55-75 ans – qui ont vu leurs revenus augmenter le plus au cours des 20 dernières années, et la pauvreté parmi les retraités a régressé très rapidement dans de nombreux pays, arrivant aujourd'hui en dessous de la moyenne pour l'ensemble de la population des pays de l'OCDE. Par contre, la pauvreté des enfants a augmenté, et elle se situe aujourd'hui au-dessus de la moyenne générale. Et pourtant, on est de plus en plus conscient que le bien-être des enfants est un déterminant clé de la vie qu'ils auront une fois parvenus à l'âge adulte – cela influe sur leur niveau de revenu, sur leur état de santé, etc. L'extension de la pauvreté chez les enfants devrait davantage retenir l'attention des pouvoirs publics que ce n'est le cas aujourd'hui dans de nombreux pays. Il faut davantage être attentif à la problématique du développement des enfants pour qu'aucun d'entre eux ne soit laissé à la traîne (objectif proclamé d'une récente législation aux États-Unis).

Augmenter les prélèvements fiscaux et dépenser plus ne peut être, pour autant, qu'une réponse temporaire face aux inégalités. La seule façon durable de réduire les inégalités est de mettre fin à la tendance sous-jacente au creusement des écarts sur le plan des salaires et des revenus du capital. En particulier, il faut veiller à ce que les gens soient aptes à occuper un emploi et gagnent un salaire qui les mette, eux-mêmes et leur famille, à l'abri du risque de pauvreté. Cela signifie que les pays développés doivent faire beaucoup mieux pour ce qui est d'amener les gens à travailler plutôt que de dépendre de prestations de chômage ou d'invalidité et de préretraite, les maintenir en activité et leur offrir de bonnes perspectives d'évolution professionnelle.

Ce qui vient d'être dit plus haut peut appeler plusieurs objections. D'aucuns pourraient dire :

- Il n'y a pas que les revenus qui sont importants. Les services publics comme l'éducation et la santé sont des instruments utiles pour réduire l'inégalité.
- Certaines personnes qui ont peu de revenus ont néanmoins beaucoup de patrimoine, de sorte qu'elles ne peuvent être considérées comme pauvres.
- Il ne faut pas trop se préoccuper d'un épisode de pauvreté ponctuel – ce n'est que si l'on a de faibles revenus pendant longtemps qu'on risque de connaître un vrai manque.
- Une meilleure façon d'appréhender l'inégalité consiste à regarder si les gens n'ont pas accès à certains biens et services essentiels, par exemple n'ont pas assez à manger ou ne peuvent pas s'acheter une télévision ou une machine à laver.
- Une société dans laquelle les revenus seraient répartis de façon parfaitement égale ne serait pas souhaitable non plus. Les personnes qui travaillent dur ou qui ont plus d'aptitudes que les autres doivent pouvoir gagner davantage. Ce qui importe, en fait, ce n'est pas l'égalité des situations mais l'égalité des chances.

Cette étude traite de toutes ces questions directement – ou, plus exactement, analyse les données empiriques qui permettent d'étayer chaque affirmation, en dehors de toute approche normative consistant à dire ce qu'est ou, à l'inverse, ce que n'est pas une « bonne » société. En résumé, les données comparatives présentées dans ce rapport mettent en évidence un certain nombre de faits de base dans trois domaines : i) les caractéristiques générales de la distribution des revenus des ménages et de son évolution; ii) les facteurs qui contribuent aux évolutions en termes d'inégalités de revenu et de pauvreté; et iii) les enseignements que l'on peut tirer de l'observation de mesures plus larges des ressources des ménages.

Grandes caractéristiques de la distribution des revenus des ménages dans les pays de l'OCDE

- La distribution des revenus des ménages est beaucoup plus inégale dans certains pays que dans d'autres, quelle que soit la façon dont l'inégalité est mesurée. Les changements dans la façon de mesurer l'inégalité n'ont généralement que peu d'impact sur le classement des pays.
- Les pays où la distribution des revenus est très ouverte ont aussi un niveau de pauvreté monétaire relative supérieur, à quelques exceptions près seulement. Cela se vérifie quelle que soit le seuil de pauvreté relative retenu – moins de 40, 50 ou 60 % du revenu médian.
- Les deux dernières décennies ont été marquées par une augmentation à la fois les inégalités de revenu et du nombre de pauvres (sur la base d'un seuil de revenu de 50 % du revenu médian). L'augmentation est assez générale, affectant les deux tiers de l'ensemble des pays. Elle est modérée mais significative (environ 2 points en moyenne pour le coefficient de Gini et 1.5 point pour le taux de pauvreté). Et elle est beaucoup moins spectaculaire que ne le disent, souvent, les médias.
- Les inégalités de revenu se sont sensiblement accentuées, depuis 2000, au Canada, en Allemagne, en Norvège, aux États-Unis, en Italie et en Finlande, et elles se sont réduites au Royaume-Uni, au Mexique, en Grèce et en Australie.

- Les inégalités se sont généralement accentuées parce que les ménages riches ont vu leur situation beaucoup s'améliorer par rapport aux familles de la classe moyenne et du bas de l'échelle des revenus.
- La pauvreté monétaire chez les personnes âgées a continué de régresser, alors qu'elle a augmenté chez les jeunes adultes et dans les familles avec enfants.
- Les personnes pauvres dans les pays où le revenu moyen est élevé et où la distribution des revenus est plus large (par exemple, États-Unis) peuvent avoir un niveau de vie inférieur à celui des personnes pauvres dans des pays où le revenu moyen est plus faible mais où la distribution des revenus est plus resserrée (Suède). De même, les personnes riches dans les pays où le revenu moyen est faible et où la distribution des revenus est plus large (Italie) peuvent avoir un niveau de vie supérieur à celui des personnes riches dans des pays où le revenu moyen est comparativement plus élevé mais où la distribution des revenus est plus resserrée (Allemagne).

Facteurs à l'origine des évolutions sur le plan des inégalités de revenu et de la pauvreté au fil du temps

- Les changements dans la structure de la population sont l'une des causes de l'accentuation des inégalités. Cependant, cette évolution reflète essentiellement l'augmentation du nombre de ménages comptant un seul adulte, plutôt que le vieillissement de la population en lui-même.
- Les disparités salariales entre les travailleurs à plein-temps se sont creusées dans la plupart des pays de l'OCDE. Cela tient à ce que les hauts salaires ont encore accentué leur avance sur les autres. La mondialisation, le changement technologique, qui favorise les compétences, et les institutions et politiques du marché du travail, ont contribué à cette situation.
- L'effet de l'accentuation des disparités salariales sur les inégalités de revenu a été compensé par les progrès de l'emploi. Cependant, le taux d'emploi des personnes ayant un faible niveau d'instruction a baissé et la proportion de ménages sans emploi reste élevée.
- Les revenus du capital et du travail indépendant sont très inégalement répartis, et les disparités sur ce point se sont encore accentuées au cours de la dernière décennie. C'est un élément qui a largement contribué à l'élargissement des inégalités de revenu.
- Le travail est un moyen très efficace de lutter contre la pauvreté, comme en témoigne un taux de pauvreté des familles sans emploi qui est presque six fois supérieur au taux de pauvreté des familles d'actifs.
- Toutefois, le travail ne suffit pas pour éviter la pauvreté. Plus de la moitié des personnes pauvres appartiennent à un ménage qui perçoit de faibles revenus d'activité à cause soit d'un faible volume d'heures travaillées durant l'année, soit d'un faible salaire horaire. Pour réduire la pauvreté chez les travailleurs pauvres, il faut souvent compléter le salaire par une prestation liée à l'activité.

Enseignements tirés de l'observation de mesures plus larges de la pauvreté et de l'inégalité

- Les services publics comme l'éducation et la santé sont plus également répartis que le revenu monétaire, de sorte que si on les intègre dans une définition plus large des

ressources économiques des ménages, on abaisse l'inégalité, encore que cela n'induisse que peu de changements dans le classement des pays.

- La prise en compte des impôts sur la consommation accentue les inégalités, encore que l'impact soit plus limité que l'impact, en sens inverse, de la prise en compte des services publics.
- Le patrimoine des ménages est réparti de façon beaucoup plus inégale que le revenu, et certains pays associent des inégalités de revenu plus faibles et des inégalités de patrimoine plus marquées. Cette conclusion dépend toutefois de la mesure utilisée, des caractéristiques de l'enquête et de l'exclusion de certains types d'actifs (dont l'importance varie selon les pays) pour améliorer la comparabilité.
- Au niveau individuel, le revenu et le patrimoine net sont fortement corrélés. Les personnes qui ont peu de revenus ont moins d'actifs que le reste de la population, et leur patrimoine net est généralement inférieur de moitié environ à celui de l'ensemble de la population.
- La pauvreté de conditions de vie est plus accentuée dans les pays où la pauvreté monétaire relative est importante, mais aussi dans ceux où le revenu moyen est bas. Cela implique qu'en se focalisant sur la pauvreté monétaire on sous-estime les difficultés de vie dans ces derniers pays.
- Les personnes âgées ont un patrimoine net plus élevé et sont moins touchées par la pauvreté de conditions de vie que les jeunes. Cela implique que les mesures de la pauvreté monétaire chez les personnes âgées exagèrent la gravité des difficultés pour cette catégorie.
- Le nombre de personnes pauvres *en permanence* pendant trois années consécutives est assez limité dans la plupart des pays, mais il est plus élevé si l'on considère les personnes qui ont un faible revenu, à un moment ou à un autre, sur une période de trois ans. Les pays où le taux de pauvreté monétaire est élevé en termes de revenu annuel ont une proportion plus importante de personnes en permanence pauvres ou pauvres à un moment ou à un autre.
- Les entrées dans la pauvreté reflètent essentiellement des événements familiaux et des événements liés à l'emploi. Les événements familiaux (divorce, naissance d'un enfant, etc.) jouent un rôle très important dans les situations de pauvreté temporaire, tandis que la réduction des revenus de transfert (par suite, par exemple, d'un changement dans les conditions ouvrant droit aux prestations) joue un plus grand rôle dans les situations de pauvreté pendant deux années consécutives.
- La mobilité sociale est généralement plus forte dans les pays où les inégalités de revenu sont faibles, et inversement. Par conséquent, dans la pratique, une plus grande égalité des chances va de pair avec des situations plus équitables.

Néanmoins, bien des questions restent sans réponse. Ce rapport ne cherche pas à déterminer si on va nécessairement vers plus d'inégalités à l'avenir. Il n'apporte pas de réponse à la question de l'importance relative des différentes causes de montée des inégalités. Il ne dit pas même ce que les pays développés devraient faire pour traiter les inégalités. En revanche, il montre bien que, dans certains pays, les inégalités ont moins augmenté que dans d'autres – voire se sont réduites. Il montre que les disparités entre pays s'expliquent, au moins en partie, par les différences dans les politiques gouvernementales, que celles-ci opèrent une redistribution plus efficace ou qu'elles soient plus efficaces pour

investir dans les capacités des gens à se prendre eux-mêmes en charge. Le message clé qui se dégage de ce rapport est que – quelle que soit la cause du creusement des inégalités, mondialisation ou autres facteurs – il n’y a pas de raison d’être découragé : des politiques gouvernementales judicieuses peuvent faire la différence.

Ce volume est structuré comme suit :

Le chapitre 1, qui constitue aussi la première partie du rapport, décrit les inégalités de revenu, en niveaux et en tendances, sur la base d’une mesure du revenu monétaire des ménages ajustée pour tenir compte des différences dans les besoins économiques des ménages.

La deuxième partie du rapport est une analyse plus approfondie des principaux facteurs à l’origine de ces évolutions sur le plan de l’inégalité des revenus, analyse centrée sur le rôle du vieillissement démographique et les changements dans les styles de vie (chapitre 2); sur les inégalités de revenu d’activité parmi les travailleurs et sur la répartition des opportunités d’emploi parmi les ménages (chapitre 3); et sur la redistribution opérée par l’État, par le biais des prélèvements fiscaux à la charge des ménages et des transferts en espèces à leur profit (chapitre 4).

La troisième partie du rapport est consacrée à une analyse des conditions de vie des personnes pauvres, en particulier une analyse des caractéristiques au bas de la distribution des revenus monétaires (chapitre 5); du degré auquel les épisodes de bas revenu perdurent (chapitre 6); et des mesures de la pauvreté en termes d’accès des individus aux biens et services nécessaires pour jouir d’un niveau de vie acceptable (chapitre 7).

La quatrième partie du rapport examine comment les pays de l’OCDE se situent les uns par rapport aux autres quand on fait intervenir d’autres dimensions de l’inégalité économique, à savoir, comment l’inégalité se transmet des parents aux enfants (chapitre 8); jusqu’à quel point les disparités de revenu monétaire sont réduites par les services en nature fournis par l’État (chapitre 9); et si les ménages à faible revenu ont aussi un faible niveau de patrimoine net (chapitre 10).

Le chapitre 11 donne une vue d’ensemble des principales conclusions qui découlent des différents chapitres et en tire les enseignements du point de vue des politiques publiques destinées à réduire les inégalités de revenu et la pauvreté.

L’OCDE poursuivra ses travaux sur ces thèmes dans les années à venir. Elle continuera de suivre les tendances concernant les inégalités de revenu et la pauvreté dans les pays membres; elle s’efforcera d’améliorer la comparabilité des données et d’étendre le champ de l’analyse à la fois aux pays concernés par l’adhésion (Chili, Estonie, Israël, Russie et Slovénie) et aux pays pour lesquels a été lancé un processus d’« engagement renforcé » avec l’Organisation (Brésil, Chine, Inde, Indonésie et Afrique du Sud); elle s’attachera à approfondir sa compréhension des déterminants des tendances observées en matière d’inégalité; et elle approfondira l’analyse pour mettre en évidence les politiques susceptibles d’atténuer les inégalités et de promouvoir l’égalité des chances.

Table des matières

Introduction	17
---------------------------	----

Partie I

LES PRINCIPAUX ASPECTS DE L'INÉGALITÉ

Chapitre 1. La distribution des revenus dans les pays de l'OCDE : quelles en sont les grandes caractéristiques ?	25
Introduction	26
Qu'indique une comparaison de la distribution des revenus entre les pays ?	27
La distribution des revenus s'est-elle élargie au fil du temps ?	29
Au-delà des indicateurs synthétiques de la distribution des revenus : niveaux de revenu par décile dans les pays de l'OCDE	39
Conclusion	41
Notes	43
Références	45
<i>Annexe 1.A1. Données de l'OCDE sur la distribution des revenus : caractéristiques clés</i>	46
<i>Annexe 1.A2. Tableaux et graphiques additionnels</i>	55

Partie II

LES PRINCIPAUX FACTEURS D'INÉGALITÉ

Chapitre 2. L'évolution des structures démographiques et des styles de vie a-t-elle contribué à l'accroissement des inégalités dans la distribution des revenus ? ..	63
Introduction	64
Différences dans la structure de la population des différents pays de l'OCDE	64
Différences démographiques et distribution des revenus	66
Influence de la structure de la population sur les inégalités de revenu	71
Variations du revenu relatif des différents groupes	74
Conclusion	77
Notes	77
Références	78
<i>Annexe 2.A1. Structure de la population dans certains pays de l'OCDE</i>	79
Chapitre 3. Comprendre les liens entre inégalité des salaires et inégalité des revenus	83
Introduction	84
Principales caractéristiques de la distribution des salaires des travailleurs à plein-temps	86

Distribution des salaires au niveau de l'ensemble des travailleurs : l'importance de l'emploi atypique	89
Des salaires individuels aux revenus salariaux des ménages : quels sont les facteurs qui entrent en jeu ?	91
Des revenus salariaux aux revenus marchands	97
Conclusion	99
Notes	100
Références	102
Chapitre 4. Quelle est l'ampleur de la redistribution réalisée par les pouvoirs publics ?	
Le rôle des transferts monétaires et des impôts sur les ménages	105
Introduction	106
Un cadre comptable pour les revenus des ménages	106
Ciblage et progressivité : comment les programmes sociaux et les impôts influent-ils sur la distribution des revenus ?	108
Niveau et caractéristiques des transferts monétaires publics et des impôts sur les ménages	111
Quelle est l'ampleur de la redistribution effectuée au moyen des transferts monétaires publics et des impôts sur les ménages ?	119
Redistribution en faveur des personnes se trouvant au bas de l'échelle des revenus : interactions entre niveau et ciblage des transferts monétaires et des impôts	125
Améliorer la mesure des résultats obtenus par l'État-providence	128
Conclusion	129
Notes	130
Références	132

Partie III

LES CARACTÉRISTIQUES DE LA PAUVRETÉ

Chapitre 5. La pauvreté dans les pays de l'OCDE : évaluation fondée sur la mesure statique du revenu	137
Introduction	138
Niveau et évolution de la pauvreté monétaire globale	138
Les risques de pauvreté pour différents groupes de la population	143
La contribution des impôts sur les ménages et des transferts monétaires publics à la réduction de la pauvreté monétaire	153
Les déterminants de l'évolution des taux de pauvreté depuis le milieu des années 90	158
Conclusion	162
Notes	163
Références	166
Annexe 5.A1. Seuils de bas revenus utilisés pour l'analyse	167
Annexe 5.A2. Estimations diverses des principaux indicateurs de pauvreté	169

Chapitre 6. La pauvreté monétaire est-elle un phénomène durable ?	
Ce que disent les données longitudinales	171
Introduction	172
Données longitudinales et mesures dynamiques de la pauvreté	172
Différencier la pauvreté temporaire de la pauvreté persistante	173
Composition de la population victime de pauvreté persistante	175
La pauvreté : entrées, sorties et occurrences	178
Événements provoquant l'entrée dans la pauvreté	183
Mobilité sur l'échelle des revenus et persistance de la pauvreté	186
Conclusion	189
Notes	189
Références	191
Chapitre 7. Pauvreté non monétaire : que nous apprennent les indicateurs de pauvreté de conditions de vie ?	195
Introduction	196
Les difficultés de conditions de vie en tant qu'indicateur de pauvreté	196
Caractéristiques de la pauvreté de conditions de vie dans une optique comparative ..	200
Conclusion	212
Notes	214
Références	216
Annexe 7.A1. Prévalence de la pauvreté non monétaire calculée au moyen d'un indicateur composite de formes multiples de privation	217
 Partie IV LES AUTRES ASPECTS DE L'INÉGALITÉ 	
Chapitre 8. Mobilité intergénérationnelle : quel est son effet sur l'inégalité des revenus?	223
Introduction	224
Transmission intergénérationnelle du désavantage : vue d'ensemble	224
Transmission intergénérationnelle du désavantage : quelle est son importance du point de vue de l'action gouvernementale ?	235
Conclusion	237
Notes	238
Références	240
Chapitre 9. Comment les services assurés par les pouvoirs publics influent-ils sur la distribution des ressources économiques des ménages ?	245
Introduction	246
Résultats de recherches antérieures	246
Nouvelles données empiriques	255
Conclusion	270
Notes	270
Références	274

Chapitre 10. La distribution du patrimoine des ménages : ce que nous apprend la Luxembourg Wealth Study	279
Introduction	280
Patrimoine des ménages et politiques sociales	280
Mesures et méthodes de la <i>Luxembourg Wealth Study</i> (LWS)	282
Principales caractéristiques de la distribution du patrimoine des ménages	285
Distribution croisée du revenu et du patrimoine	290
Conclusion	297
Notes	298
Références	300
Annexe 10.A1. Caractéristiques de la <i>Luxembourg Wealth Study</i>	303

Partie V
CONCLUSIONS

Chapitre 11. Les inégalités dans la répartition des ressources économiques : comment ont-elles évolué et que peuvent faire les pouvoirs publics ?	311
Introduction	312
Quelles sont les principales caractéristiques de la répartition du revenu dans les pays de l'OCDE ?	312
Quels sont les facteurs qui ont contribué à modifier la distribution des revenus des ménages ?	319
Peut-on évaluer les inégalités économiques en s'intéressant uniquement au revenu monétaire ?	325
Quelles leçons tirer de ces résultats pour les politiques visant à réduire la pauvreté et les inégalités ?	334
Conclusion	339
Notes	340
Références	340

Encadrés

1.1. Évolutions au sommet de la distribution des revenus	34
1.2. Distribution des revenus des ménages et part des salaires dans le PIB : y a-t-il un lien entre les deux ?	38
3.1. Principales caractéristiques des statistiques de l'OCDE sur la distribution des salaires	85
3.2. Comment s'explique la plus grande inégalité des revenus salariaux des conjoints par rapport aux chefs de famille ?	93
5.1. La perception subjective de la pauvreté	144
7.1. Principaux résultats des recherches empiriques antérieures sur la pauvreté de conditions de vie	199
7.2. Description des formes de pauvreté de conditions de vie prises en compte dans la présente section	205
9.1. Problèmes conceptuels et méthodologiques	247
9.2. Effets redistributifs des services de santé sur la base de leur utilisation effective	259
9.3. Estimations de la subvention implicite accordée aux locataires du secteur public	264
11.1. Pourquoi s'intéresse-t-on aux inégalités de revenu ?	313

Tableaux

1.1.	Évolution du revenu réel des ménages par quintile	32
1.2.	Gains et pertes de parts de revenu par quintile de revenu.	33
2.1.	Nombre d'enfants par femme, par quintile de revenu du ménage	69
2.2.	Variations des inégalités de revenu en partant de l'hypothèse d'une structure de population constante	73
3.1.	Taux de non-emploi et part des personnes vivant dans des ménages sans emploi	95
3.2.	Taille et concentration des différentes composantes du revenu du capital, milieu de 2000	99
4.1.	Le cadre comptable des revenus.	107
4.2.	Poids relatif des transferts monétaires publics et des impôts dans le revenu disponible des ménages	112
4.3.	Progressivité des transferts monétaires publics et des impôts sur les ménages ..	114
4.4.	Progressivité des transferts monétaires publics par type de programme	116
4.5.	Autres mesures de la progressivité des impôts dans certains pays de l'OCDE, 2005	117
4.6.	Efficacité et efficience des impôts et des transferts en termes de réduction des inégalités	125
4.7.	Redistribution via les transferts monétaires et les impôts sur les ménages en faveur des personnes se trouvant au bas de l'échelle des revenus, milieu des années 2000	127
5.1.	Taux de pauvreté des personnes d'âge actif et des ménages ayant un chef d'âge actif, suivant les caractéristiques des ménages	148
5.2.	Taux de pauvreté des enfants et des personnes appartenant à des ménages avec enfants, suivant les caractéristiques des ménages	151
5.3.	Taux de pauvreté des personnes âgées et des personnes appartenant à des ménages dont le chef a atteint l'âge de la retraite, suivant les caractéristiques des ménages	154
5.4.	Décomposition des variations des taux de pauvreté des personnes appartenant à des ménages dont le chef est d'âge actif, pour certains déterminants	160
5.5.	Décomposition des variations des taux de pauvreté des personnes appartenant à des ménages dont le chef a atteint l'âge de la retraite, pour certains déterminants	161
6.1.	Risque de tomber dans les différentes catégories de pauvreté par tranche d'âge, pour un certain nombre de pays de l'OCDE	177
6.2.	Risque de tomber dans les différentes catégories de pauvreté, par type de ménage	179
6.3.	Risque pour les célibataires de tomber dans les différentes catégories de pauvreté, par sexe et en fonction de la présence d'enfants	180
6.4.	Fréquence des différents enchaînements d'épisodes de pauvreté pour les personnes dont le revenu a été inférieur au seuil de pauvreté pendant une ou deux des trois années étudiées	182
6.5.	Matrice de transition entre quintiles de revenu, moyenne des pays de l'OCDE ..	186
6.6.	Indicateurs de mobilité et d'immobilité sur l'échelle des revenus durant une période de trois ans	187
6.7.	Part des personnes considérées comme pauvres la première année qui se situaient à différents niveaux de revenu la dernière année	188

7.1.	Proportion de ménages faisant état de différentes formes de pauvreté de conditions de vie, vers 2000	203
7.2.	Prévalence de différentes formes de pauvreté de conditions de vie	207
7.3.	Risque de connaître au moins deux formes de pauvreté de conditions de vie pour les personnes vivant dans des ménages dont le chef est d'âge actif, suivant les caractéristiques du ménage	211
8.1.	Mobilité intergénérationnelle sur l'échelle des gains	226
8.2.	Qu'est-ce qui explique la corrélation entre les générations sur le plan du revenu ?	229
8.3.	Écarts entre les résultats moyens obtenus en mathématiques par les jeunes de 15 ans selon diverses caractéristiques du milieu familial	232
8.4.	Proportion d'adultes se déclarant d'accord avec différentes affirmations concernant la justice distributive	234
9.1.	Rapports interquintiles avant et après intégration de toutes les catégories de services publics aux ménages	258
9.2.	Rapport interquintile avant et après intégration des dépenses d'enseignement préprimaire	262
9.3.	Rapport interquintile avant et après intégration des dépenses publiques consacrées à l'enseignement primaire, secondaire et supérieur	263
9.4.	Rapport interquintile avant et après intégration des dépenses au titre de tous les services publics	267
10.1.	Détention d'actifs par les ménages	285
10.2.	Composition des portefeuilles des ménages	286
10.3.	Distribution du patrimoine net des ménages	290
10.4.	Proportion de détenteurs d'un patrimoine net positif et niveau moyen des actifs et des dettes dans l'ensemble de la population et parmi les pauvres	292
10.5.	Niveau des actifs et des dettes à différents points de la distribution, ensemble de la population et ménages pauvres	293
10.6.	Coefficient de Gini du patrimoine net des ménages dans l'ensemble de la population et parmi les pauvres	293
11.1.	Évolution des inégalités de revenu et de la pauvreté	317
11.2.	Incidence des changements intervenus dans la structure de la population sur les inégalités de revenu	320
11.3.	Évolution des inégalités de salaire parmi les hommes travaillant à temps complet	321
11.4.	Évolution de la concentration de différentes composantes du revenu	322
11.5.	Évolution de l'incidence des politiques de redistribution sur la réduction des inégalités et de la pauvreté	323
11.6.	Variations du taux de pauvreté parmi les ménages d'âge actif et les ménages retraités, et contributions de divers facteurs	324

Graphiques

1.1.	Coefficients de Gini des inégalités de revenu dans les pays de l'OCDE, milieu des années 2000	27
1.2.	Évolution des inégalités de revenu	29
1.3.	Variation du rapport du revenu disponible médian au revenu disponible moyen	33
1.4.	Évolution des inégalités de revenu marchand et de revenu disponible	36

1.5.	Évolution des inégalités de revenu marchand et de revenu disponible, moyenne OCDE	37
1.6.	Niveaux de revenu aux différents niveaux de la distribution, milieu des années 2000	40
1.7.	Niveaux de revenu en différents points de la distribution, milieu des années 2000	42
2.1.	Taille moyenne des ménages dans les différents pays de l'OCDE.	66
2.2.	Pyramides de la population en 2005, par sexe, âge et quintile de revenu	67
2.3.	Coefficients de Gini mesurant l'inégalité de revenu selon l'âge, 2005	70
2.4.	Revenu relatif par âge et type de ménage dans certains pays de l'OCDE.	71
2.5.	Parts de certains groupes dans la population et inégalité de revenu mesurée par les coefficients de Gini.	72
2.6.	Revenu relatif des individus, par âge	75
2.7.	Revenu relatif des individus, par type de ménage	76
3.1.	Évolution de la distribution des salaires et des revenus marchands des ménages	84
3.2.	Tendances dans la distribution des salaires des hommes travaillant à plein-temps	87
3.3.	Croissance des salaires réels des hommes et des femmes travaillant à plein-temps, par décile, 1980 à 2005	88
3.4.	Dispersion des salaires des travailleurs à plein-temps et de l'ensemble des travailleurs	91
3.5.	Concentration des revenus salariaux des ménages, par type de salarié	92
3.6.	Changements dans la part de la population vivant dans des ménages, selon le nombre de travailleurs, et variations de l'inégalité des revenus salariaux.	96
3.7.	Inégalité dans la distribution des revenus entre les ménages ayant un revenu salarial et l'ensemble des ménages	97
3.8.	Concentration des revenus du capital et du travail indépendant, milieu de 2000 .	98
4.1.	Taux de cotisation aux régimes publics de retraite, parts redistributive et actuarielle, 1995	110
4.2.	Niveau et concentration des transferts monétaires publics dans certains pays de l'OCDE, milieu des années 2000.	117
4.3.	Poids relatif des prestations publiques nettes dans le revenu disponible par groupe d'âge, milieu des années 2000.	118
4.4.	Inégalités de revenu avant et après impôts et transferts dans certains pays de l'OCDE	120
4.5.	Relation entre l'effet de réduction des inégalités découlant des transferts monétaires publics et des impôts sur les ménages et l'inégalité des revenus, milieu des années 2000	121
4.6.	Réduction des inégalités imputable aux transferts monétaires publics et aux impôts sur les ménages	122
4.7.	Évolution des effets redistributifs des transferts monétaires publics et des impôts au fil du temps	123
5.1.	Taux de pauvreté relative pour différents seuils de revenu, milieu des années 2000.	139
5.2.	Intensité de la pauvreté et indicateur synthétique de la pauvreté monétaire, milieu des années 2000	140
5.3.	Évolution des taux de pauvreté.	141

5.4.	Évolution de la pauvreté « absolue »	143
5.5.	Risque de pauvreté relative suivant l'âge des individus, du milieu des années 70 au milieu des années 2000, moyenne OCDE	145
5.6.	Risque de pauvreté relative des hommes et des femmes suivant leur âge, moyenne OCDE, milieu des années 2000.	146
5.7.	Taux de pauvreté par type de ménage, milieu des années 2000	147
5.8.	Taux de pauvreté et d'emploi, vers le milieu des années 2000	149
5.9.	Ventilation des pauvres en fonction du nombre d'actifs occupés du ménage auquel ils appartiennent, milieu des années 2000.	150
5.10.	Risque de pauvreté des ménages avec enfants sans actif occupé par rapport aux ménages comptant un ou plusieurs actifs occupés, milieu des années 2000	152
5.11.	Effets des impôts et des transferts en termes de réduction de la pauvreté pour l'ensemble de la population, situation au milieu des années 2000 et évolution depuis le milieu des années 80	155
5.12.	Effet des transferts nets en termes de réduction de la pauvreté dans différents groupes	157
5.13.	Taux de pauvreté des personnes d'âge actif et des personnes à l'âge de la retraite et dépenses sociales qui leur sont destinées, milieu des années 2000	158
6.1.	Pourcentage de personnes ayant souffert de pauvreté temporaire, récurrente ou persistante	174
6.2.	Corrélation entre différents indicateurs de la pauvreté	175
6.3.	Risque de tomber dans les différentes catégories de pauvreté par tranche d'âge et type de ménage, moyenne pour la zone de l'OCDE.	176
6.4.	Pauvreté : entrées et sorties, début des années 2000.	181
6.5.	Événements déclenchant l'entrée dans la pauvreté	184
6.6.	Événements déclenchant l'entrée dans la pauvreté de différentes catégories de pauvres, moyenne sur la zone de l'OCDE.	185
7.1.	La pauvreté de conditions de vie est plus marquée dans les pays où la pauvreté monétaire est plus élevée et où le PIB par habitant est plus faible	204
7.2.	Pourcentage de personnes connaissant plusieurs formes de pauvreté de conditions de vie et nombre moyen de formes observées simultanément par personne.	208
7.3.	Nombre de formes de pauvreté de conditions de vie et niveau du revenu	209
7.4.	Nombre de formes de pauvreté de conditions de vie et âge des individus	210
7.5.	Proportion de personnes connaissant à la fois la pauvreté non monétaire et la pauvreté monétaire et de personnes connaissant soit la pauvreté non monétaire, soit la pauvreté monétaire.	213
8.1.	Estimation de l'élasticité intergénérationnelle des gains pour certains pays de l'OCDE	226
8.2.	Mobilité intergénérationnelle, inégalité statique des revenus et rendement privé de l'éducation	235
9.1.	Dépenses publiques de santé par habitant pour chaque groupe d'âge en proportion des dépenses de santé totales par habitant.	250
9.2.	Distribution des dépenses publiques de santé entre quintiles de revenu, début des années 2000	251
9.3.	Scolarisation par âge dans certains pays de l'OCDE, 2003	253

9.4.	Dépenses publiques au titre de services en nature dans les pays de l'OCDE en 2000	256
9.5.	Inégalité des revenus avant et après intégration des dépenses au titre des services publics dans les pays de l'OCDE	265
9.6.	Importance des services publics dans le revenu des ménages par quintile de revenu, moyenne OCDE	268
9.7.	Effet redistributif des services publics aux ménages par rapport à celui des prélèvements fiscaux et transferts monétaires.	269
10.1.	Patrimoine médian selon l'âge du chef de ménage	288
10.2.	Classement des pays inclus dans la LWS selon la moyenne et la médiane du patrimoine net et du revenu	289
10.3.	Distribution croisée du revenu et du patrimoine par quartile	295
10.4.	Résultats de régressions décrivant les montants moyens de revenu disponible et de patrimoine net des ménages	297
11.1.	Inégalités de revenu et pauvreté dans les pays de l'OCDE, milieu des années 2000	315
11.2.	Influence des services publics en nature et des impôts sur la consommation sur les inégalités de revenu	327
11.3.	Mesures statique et dynamique de la pauvreté et des inégalités	332
11.4.	Réduction de la pauvreté obtenues par la « redistribution » et par « l'accès à l'emploi », milieu des années 2000	337

Ce livre contient des...



StatLinks 

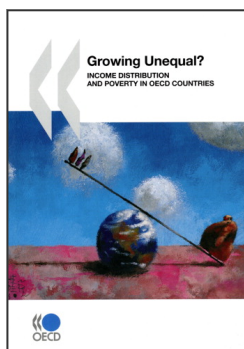
**Accédez aux fichiers Excel®
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.

Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.



Extrait de :

Growing Unequal?

Income Distribution and Poverty in OECD Countries

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264044197-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2008), « Introduction », dans *Growing Unequal? : Income Distribution and Poverty in OECD Countries*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264044210-2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.